



Agriculture et Pêche



SITUATION SANITAIRE (COVID-19)

Après cinq semaines de baisse du nombre de contagions, l'Espagne subit une reprise de l'épidémie. Face à la perspective d'une troisième vague liée aux festivités de fin d'année, les autorités sanitaires régionales n'ont pas d'autre choix que de durcir les mesures de restrictions. A la suite des recommandations du ministère de la Santé, du 23 décembre au 6 janvier, le nombre de Communautés autonomes « fermées » (entrées/sorties interdites sauf motifs essentiels) passera à 15. De fait, seules les personnes résidant en Catalogne, en Aragon et en Andalousie pourront skier pendant les fêtes de fin d'année. Des mesures spécifiques d'aide au secteur de l'hôtellerie-restauration devraient être annoncées prochainement pour le gouvernement.

Au Portugal, la situation sanitaire semble se stabiliser, mais l'état d'urgence est prolongé au moins jusqu'au 7 janvier. Un allègement des restrictions aux déplacements est prévu à Noël, et un durcissement pour le Nouvel an. Pour Noël, le Gouvernement autorise des horaires de fonctionnement dans la restauration plus étendus que ce qui était permis pendant les week-ends de novembre et décembre. Il maintient également (au moins jusqu'à la fin de l'année) la mesure d'indemnisation des restaurants jusqu'à 20 % des pertes lors des week-ends de couvre-feu. L'association de l'Hôtellerie, Restauration et Assimilés du Portugal (AHRESP) salue cette initiative mais réaffirme qu'un équilibre doit être trouvé entre les restrictions sanitaires et le soutien aux entreprises.

ACTUALITÉS AGRICOLES ET FORESTIÈRES

[Politiques agricoles – Future PAC](#)

La concertation nationale sur la stratégie espagnole d'intervention a démarré. Les premiers débats officiels sur les contours du futur plan stratégique entre le ministre Luis Planas et les 17 Communautés autonomes se sont déroulés dans une certaine cacophonie, la plupart des régions faisant valoir leurs spécificités agricoles, notamment l'Andalousie qui se positionne contre les orientations du ministre. Trois sujets sensibles ont dominé les échanges : la convergence, les éco-régimes et les aides couplées.

Éco-régimes : premières orientations espagnoles. Ceux-ci encourageront notamment l'élevage extensif, les couverts végétaux sous cultures ligneuses en pente, la valorisation des restes d'élagage de cultures ligneuses pour la production d'énergie, l'amélioration de la fertilité des sols (rotation des cultures non irriguées avec des espèces améliorantes), l'agriculture de précision (plans de gestion des nutriments), l'amélioration de la biodiversité (bandes et îlots de végétation). Le ministre Planas leur a confirmé sa volonté de construire de multiples éco-régimes reflétant la diversité des modèles productifs de toute la géographie espagnole.

La conclusion de la réforme de la PAC, une priorité de la présidence portugaise de l'UE au 1^{er} semestre 2021. Pour la ministre de l'Agriculture, Maria do Céu Antunes, la réforme de la PAC est essentielle pour garantir la résilience du secteur agricole et une transition équilibrée vers une agriculture plus verte. La ministre met également l'accent sur la digitalisation et la nécessité d'une agriculture plus respectueuse des ressources naturelles.

Soutenir les petits agriculteurs de l'intérieur du Portugal. Le futur plan stratégique portugais vise une transition progressive du modèle actuel vers un modèle basé sur la « gestion active des ressources » et une convergence totale (sur l'ensemble du territoire) des aides directes en 2026. Afin de réduire les effets négatifs de cette convergence, le Portugal a l'intention de réaliser un transfert du 2^{ème} pilier de la PAC (d'un montant de 85 M€). Il est prévu de maintenir les paiements les plus élevés perçus par les petits agriculteurs (850 €) et d'introduire un paiement redistributif (120 €) en faveur des exploitations les plus petites (jusqu'à 5 ha), qui verraient ainsi leur aide de base augmenter de 30 % par rapport à la PAC actuelle. En termes régionaux, le ministère entend valoriser l'intérieur du pays, notamment via des majorations d'aide à Trás-os-Montes (27 %) et à Beira Interior (20 %) par rapport aux niveaux de soutien direct actuels.

Madère met en place un nouveau soutien de 3 M€ de subventions non remboursables destiné aux agriculteurs et aux PME agroalimentaires. Ce dispositif, mis en œuvre via le PRODERAM (Programme de développement rural de la région autonome de Madère), vise à indemniser une partie des pertes que ces entreprises et agriculteurs ont subies au 2^{ème} trimestre 2020.

Les Açores se félicitent de l'accord sur le maintien du budget du POSEI. Selon la Fédération agricole des Açores, l'alignement des positions des Gouvernements portugais, espagnol et français a été fondamental pour la défense des revenus des agriculteurs des Açores, qui ne pouvaient accepter des coupes dans un programme communautaire essentiel au développement de la région.

[Vin](#)

Début de campagne particulièrement lourd en Espagne. De août à octobre, l'Espagne a produit 38,48 Mhl de vin, soit 22,3% de plus que l'an dernier à la même période. Par ailleurs, si les sorties vers la distillation ont été multipliées par 2 sur les 3 premiers mois de la campagne par rapport à l'an dernier (819 000 hl, contre 408 000 hl en 2019-20), les exportations ont reculé (4,8 Mhl, contre 5,3 Mhl au début de la campagne antérieure). Les stocks de vin à fin octobre sont estimés à 64,5 Mhl (contre 57,8 Mhl à la même date l'an dernier).

Moins de 1 000 ha de nouvelles plantations autorisés en Espagne pour 2021. Sur proposition de l'interprofession vitivinicole espagnole (OIVE) et des appellations d'origine, le ministère de l'Agriculture a limité les nouvelles plantations pour 2021 à 0,1% des surfaces plantées au 31 juillet 2020.

Au Portugal, la production de vin a diminué de 3% par rapport à la campagne 2019/2020. Les dernières données situent la production portugaise à 6,3 Mhl. Les baisses de production ont concerné les régions des Açores (-42 %), Cister (-39 %), Dão (-27 %) et Douro (-400 000 hl par rapport à la campagne précédente, soit une baisse de 26 %). Néanmoins, une augmentation de production a été enregistrée dans la région de Lisbonne (+230 000 hl, soit une hausse de 24 %).

50 M€ en soutien à la restructuration et la reconversion des vignobles portugais. La ministre Maria do Céu Antunes a ouvert un nouvel appel à projets (campagne 2021-2022) d'un montant de 50 M€. Les cibles prioritaires sont les vignobles destinés à la production biologique, les producteurs ayant le statut d'agriculture familiale, les vignobles historiques et les projets d'intérêt national. Pour la ministre, ces mesures de soutien à l'investissement sont essentielles : « *Dans une période de grande incertitude, le secteur vitivinicole a fait preuve de résilience et d'adaptabilité ; malgré les contraintes de l'hôtellerie-restauration, qui ont conduit à une baisse des ventes sur le marché domestique, le secteur a maintenu sa croissance à l'export, avec une hausse de 3,8 % en volume et 2,4 % en valeur* ».

[Porc](#)

Des prix toujours en recul, pour le porc blanc comme pour l'ibérique bellota. Sur le marché de Séville, les premières cotations de la saison du « porc ibérique de bellota » s'établissent à des niveaux 30% inférieurs à ceux de l'an dernier à la même époque.

La récolte des olives bat son plein, avec des perspectives espagnoles de production d'huile pour 2020-21 en forte hausse (+45%), autour de 1,62 Mt. De ce volume total, l'Andalousie apportera 1,36 Mt. En revanche, la consommation devrait rester orientée à la baisse, et les stocks espagnols de fin de campagne se situent à un niveau élevé (près de 600 000 t).

[Étiquetage nutritionnel](#)

Les appellations espagnoles d'huile d'olive vent debout contre *Nutriscore*. Indignées à l'idée que la valeur nutritionnelle d'une huile de colza communiquée au consommateur par le système *Nutriscore* soit identique à celle d'une huile d'olive extra vierge, les représentants des AOC d'huile d'olive espagnole ont demandé un entretien au ministre de la Consommation. Ils ont exigé que leurs huiles bénéficient d'une protection en adéquation avec les bienfaits pour la santé reconnus au niveau européen par l'EFSA, notamment en matière de prévention des maladies coronariennes.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Brexit : des préoccupations multiples. L'inquiétude du gouvernement espagnol porte sur plusieurs sujets, notamment sur les services (en raison du poids du Royaume-Uni dans les échanges de services entre les deux pays, notamment s'agissant du tourisme). Se pose également la question des débouchés agricoles, l'Espagne exportant massivement ses fruits et légumes au Royaume-Uni (3^{ème} marché pour les producteurs espagnols). Sur Gibraltar, Madrid s'inquiète de la situation du Rocher par rapport à l'Espagne, notamment s'agissant du secteur financier. Enfin, l'absence d'accord serait très préjudiciable à l'Espagne sur la circulation des personnes, plus de 300 000 Britanniques étant installés en Espagne et une forte communauté espagnole vivant au Royaume-Uni. Pour le Portugal, le Royaume-Uni constitue le 1^{er} excédent commercial (1,7 Md€ pour les biens en 2018). Les exportations sont dominées par le secteur automobile, les machines, suivi du textile et chaussures et des plastiques. Le Royaume-Uni est le premier marché externe en valeur pour le secteur touristique portugais avec 2 M de visiteurs en 2018 (15,3 % du total), 9,1 M de nuitées (19,6 %) et 2,8 Md€ de recettes (17 %).

États-Unis : malgré la hausse des taxes, les exportations d'huile d'olive espagnole aux USA non seulement n'ont pas diminué, mais elles ont augmenté ; les importations espagnoles aussi. Selon les dernières données du Ministère de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation (MAPA), les ventes espagnoles d'huile d'olive ont atteint 1 116 139 tonnes sur la campagne 2019-20, soit une hausse de 9% par rapport à la campagne antérieure. L'UE reste le principal marché, mais les ventes vers les Etats-Unis ont gagné 16%, atteignant le volume record de 149 878 tonnes, en dépit des sanctions tarifaires (+25% ad valorem) imposées par l'administration Trump dans le cadre du conflit Airbus depuis octobre 2019. Autre record notable, celui des importations espagnoles d'huiles d'olive étrangères (notamment tunisiennes et portugaises), qui ont bondi de 72% pour frôler les 244 000 tonnes. Cette hausse spectaculaire correspondrait à la nouvelle stratégie d'approvisionnement du négoce espagnol pour rester présents aux Etats-Unis tout en contournant les taxes américaines.

La tomate marocaine gagne du terrain sur le marché espagnol, la Fepex devient fébrile. Les importations espagnoles de fruits et légumes de janvier à septembre ont augmenté de 4,5% en volume (2,4 millions de tonnes) et de 8% en valeur (totalisant plus de 2,3 Md€) par rapport à la même période de l'année 2019. L'origine Maroc est celle qui tire le plus son épingle du jeu sur la période : +20% en volume par rapport à la même période de l'année précédente, totalisant 404 116 tonnes. Ainsi, le Maroc se renforce comme premier fournisseur du marché espagnol de fruits et légumes. La plus forte croissance revient à la tomate marocaine, qui gagne 28% en volume (totalisant 52 291 tonnes) et 39% en valeur (55 M€). Ce dynamisme marocain inquiète la Fédération espagnole des producteurs-exportateurs de fruits et légumes (FEPEX), qui pointe du doigt une asymétrie dans la concurrence avec le Maroc sur le marché européen, puisque les standards élevés (en matière de production, de main-d'œuvre et d'environnement) auxquelles répondent les producteurs communautaires ne sont pas exigées des producteurs des pays tiers.

Libye : première rencontre acheteurs à Tripoli pour l'exportation d'animaux vivants espagnols. Après 6 années d'interruption en raison du conflit militaire qui a dévasté le pays, la Chambre de commerce hispano-libyenne a repris ses activités commerciales. Elle a organisé, le 10 décembre, une première réunion en présence de producteurs-exportateurs d'animaux vivants (bovins, ovins, caprins), d'aliments pour animaux et de fourrage espagnols, et d'une quarantaine d'acheteurs libyens. Cette rencontre a déclenché plusieurs commandes libyennes, confortant ainsi ce pays (qui importe jusqu'à 95% des produits qu'il consomme) comme la première destination des exportations d'animaux vivants espagnols.

Dans sa démarche commerciale, l'Espagne met en avant la qualité de ses races et de son système d'engraissement, l'absence d'hormones ou d'antibiotiques, la traçabilité des produits, le bien-être animal, et sa capacité à fournir des viandes répondant aux exigences halal.

PÊCHE MARITIME ET AQUACULTURE

Brexit pêche : l'accès aux eaux britanniques, un enjeu indirect pour les pêcheurs ibériques. La plupart des navires espagnols qui pêchent dans les eaux du Royaume-Uni étant des sociétés mixtes opérant sous pavillon britannique, l'Espagne est peu exposée aux restrictions de l'accès aux eaux territoriales britanniques liées au Brexit. Quant aux pêcheurs portugais, ils ne pêchent pas dans les eaux britanniques. L'enjeu principal pour l'Espagne et le Portugal est davantage le risque d'un report d'activité de pêche des flottilles de l'UE, des eaux britanniques vers les autres zones de pêche UE ainsi que vers les eaux norvégiennes (où le Portugal capture le cabillaud). Un tel report exacerberait la situation de concurrence entre les 8 États membres côtiers sur ces zones.

Aides andalouses à la filière pêche. La Communauté autonome d'Andalousie a annoncé une enveloppe de 62 M€ (soit 28% de plus que les aides accordées à ce secteur l'année dernière) destinée à amortir les effets de la pandémie, mais également à moderniser les infrastructures de la deuxième région de pêche du pays derrière la Galice.

Soutien renforcé aux arrêts de pêche temporaire dans le cadre de la pandémie au Portugal. Cette aide (d'un montant initial de 7 M€) est financée par le programme « Mar 2020 » qui vise à mettre en œuvre les mesures couvertes par le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP). Début novembre, le ministère de la Mer portugais a lancé une nouvelle ordonnance avec effet immédiat visant la réouverture des demandes d'aide compensatoire (à fonds perdus) en raison d'une perte de revenus des armateurs et des pêcheurs. Il a souligné que cette réouverture était justifiée notamment par l'augmentation du nombre de contagions. Le dispositif apporte un soutien dans le cadre d'arrêts d'une durée maximale i) de 30 jours, entre le 14 octobre et le 31 décembre 2020 ; et ii) de 60 jours, y compris toute période de pause précédemment prise en charge dans le cadre de ce régime.

Dialogue franco-ibérique au Conseil Pêche. En marge du Conseil « Agriculture et Pêche » de décembre, le ministre portugais de la Mer et son homologue espagnol se sont entretenus avec la ministre française de la Mer, Annick Girardin, sur la révision du règlement de contrôle dans le domaine de la pêche, les priorités de la prochaine présidence portugaise et les quotas pour 2021.

Responsable de la publication : Shanti Bobin

Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Enseñada, 10 - 28004 Madrid

Rédigé par : Jérôme Frouté, Alvaro Espino,
avec le SE de Lisbonne : Ronan Venetz, Edna Dos Santos Ferraz

Abonnement/désabonnement : jerome.froute@dgtresor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica 



Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.

Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.